

LE MONDE À LA CROISÉE DES CHEMINS





En 2024, notre monde s'est trouvé à la croisée des chemins.

À l'occasion du 30° anniversaire du Programme d'action de la CIPD, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a célébré les progrès considérables accomplis à l'échelle mondiale en faveur des femmes et des filles au cours des trois décennies qui ont suivi l'adoption de cet accord historique. Parallèlement, nous avons dressé le bilan des défis persistants qui continuent d'entraver cette dynamique.

En d'autres termes, 2024 fut une année riche en contrastes. Ainsi, bien que plus de 10 millions de personnes aient bénéficié de services de santé reproductive à travers le monde, de nombreuses autres ont été laissées pour compte, en particulier les personnes marginalisées et celles touchées par des crises. De même, dans une remarquable démonstration de leur engagement politique, les électeurs de plus de 60 pays se sont rendus aux urnes ; cependant, à l'issue des 31 élections présidentielles au suffrage direct qui se sont tenues, seules cinq femmes ont été portées au sommet de leur État. Enfin, si les besoins non satisfaits en matière de planification familiale ont diminué de 20 % à travers le monde depuis 1994, on assiste également, en parallèle, à un recul des droits en matière de reproduction dans un certain nombre de pays.

Bien que la lutte contre les pratiques néfastes que sont le mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines prenne de l'ampleur, le monde entre dans une période de grande précarité. Plus de 123 millions de personnes ont été déplacées de force dans le monde en 2024, et un nombre toujours croissant de femmes et de filles vivant dans des zones touchées par des conflits armés font l'objet de violences sexuelles utilisées comme arme de guerre. Du reste, les droits des femmes sont de plus en plus souvent invoqués à des fins politiques, ce qui risque de compromettre les progrès considérables et transformateurs réalisés dans ce domaine en vertu des cadres internationaux. À l'inverse de l'année 2024, au cours de laquelle nous avons enregistré des revenus historiques. l'année 2025 s'est ouverte sur une chute brutale des financements dans l'ensemble du système d'aide, alors même que les besoins continuent de croître fortement. Les vulnérabilités auxquelles les femmes et les filles sont confrontées n'ont fait qu'empirer en 2024 et débordent désormais sur l'année 2025, dans un contexte caractérisé par une diminution globale des financements.

À l'heure où le système multilatéral traverse une période de turbulences et nécessite des réformes, l'UNFPA et ses partenaires se mobilisent pour relever le défi. Le monde se trouve à la croisée des chemins, mais notre détermination reste inébranlable. Avec nos partenaires, nous sommes plus résolus que jamais à franchir ce cap pour continuer à agir en faveur des femmes et des filles partout dans le monde.





DES RÉSULTATS DANS LE MONDE ENTIER 2024

18 MILLIONS

de grossesses non désirées ont été évitées*.

39 000

décès maternels ont été évités*.

158 000

d'infections à VIH ont été évitées grâce à la distribution de préservatifs féminins et masculins.

7,5 MILLIONS

d'avortements non médicalisés ont été évités.

14,3 MILLIONS

de femmes et de jeunes ont bénéficié de services de santé sexuelle et reproductive intégrés aux soins de santé primaires.

6,9 MILLIONS

d'infections sexuellement transmissibles ont été évitées grâce à la distribution de préservatifs féminins et masculins.

290 000

de filles ont été sauvées des mutilations génitales féminines.

54 MILLIONS

de femmes, d'adolescent·es et de jeunes ont bénéficié de services de santé sexuelle et reproductive.

75,2 MILLIONS

de couples-années de protection ont été assurées grâce aux contraceptifs fournis par l'UNFPA.

10,6 MILLIONS

de filles marginalisées ont pu être aidées par l'intermédiaire de programmes d'apprentissage des compétences de la vie courante.

^{*} Impact mondial des contraceptifs fournis par l'UNFPA.

MOYENS DE CONTRACEPTION FOURNIS PAR L'UNFPA À TRAVERS LE MONDE

PRÉSERVATIFS MASCULINS	1 368 338 496
PRÉSERVATIFS FÉMININS	10 440 300
DOSES DE CONTRACEPTIFS INJECTABLES	98 064 324
CONTRACEPTIFS ORAUX** (PILULE CONTRACEPTIVE)	67 750 086
IMPLANTS CONTRACEPTIFS	10 791 640
DISPOSITIFS INTRA-UTÉRINS	89 370
CONTRACEPTIFS D'URGENCE	3 066 120
LUBRIFIANTS PERSONNELS	185 499 991

^{**}Les contraceptifs oraux (pilule contraceptive) comprennent les pilules combinées à faible dose (51 384 480) et les pilules progestatives (16 365 606).

CHANGER LES SYSTÈMES POUR CHANGER LE MONDE

65 pays ont pris de nouveaux engagements, entre 2022 et 2024, en vue d'atteindre les trois résultats transformateurs.

80 % des pays ont intégré la santé sexuelle et reproductive dans leurs politiques relatives à la couverture sanitaire universelle.

92 % des pays ont intégré le changement démographique dans leurs politiques de santé sexuelle et reproductive.

63 % des pays sont désormais dotés de lois et de réglementations qui favorisent la réalisation de l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive.

67 % des pays ont connu des mouvements sociaux qui militent contre les normes sociales et de genre néfastes.

52 % des pays sont désormais dotés d'un mécanisme national de lutte contre les normes sociales et de genre discriminatoires.

34 % des pays ont intégré la santé sexuelle et reproductive dans leurs politiques relatives au changement climatique.

41 % des pays ont désormais mis en place une éducation complète à la sexualité en milieu scolaire.



Crédits photo, de haut en bas : © UNFPA Türkiye/Gözde Kumru Uçak, © UNFPA Paraguay/Mario Achucarro, © UNFPA Soudan, © UNFPA République centrafricaine/Karel Prinsloo, © UNFPA Soudan, © UNFPA Côte d'Ivoire/Ollivier Girard

LES 20 PRINCIPAUX DONATEURS DE L'UNFPA*

Contributions en millions de dollars des États-Unis

CONTRIBUTIONS AUX RESSOURCES DE BASE¹

Donateur En dollars É.-U. Norvège 56 448 062.26 Allemagne 46 434 547,47 Suède 45 383 310,74 Pays-Bas 37 513 397,60 Danemark 32 746 324,50 États-Unis d'Amérique 30 520 964,00 Finlande 27 964 205,75 Suisse 18 181 818,24 Japon 12 000 000,00 Canada 11 040 339,65 Royaume-Uni 10 403 120,94 9 803 921,58 Belgique Australie 6 341 789,03 5 470 459,50 Espagne Irlande 4 875 406,29 Nouvelle-Zélande 3 680 400,00 Luxembourg 3 523 186,96 Italie 2 651 113,48 Chine 1630 000.00 Islande 1538 639,64

CONTRIBUTIONS AUX RESSOURCES DIVERSES²

Donateur	En dollars ÉU
États-Unis d'Amérique	255 879 524
Nations Unies	168 491 187
Royaume-Uni	142 886 697
Canada	96 635 900
Commission européenne	48 907 619
République de Corée	48 480 992
Norvège	45 484 624
Suède	44 461 512
Pays-Bas	44 315 171
Australie	40 972 503
Fondation Bill et Melinda Gates	39 459 354
Japon	38 671 615
Danemark	37 056 618
France	26 706 254
Pérou	21 668 005
Luxembourg	17 194 666
Allemagne	14 467 138
Cameroun	12 432 033
Suisse	11 217 824
Italie	11 012 105

¹ Ces montants correspondent aux contributions reçues en 2024 au titre des ressources de base. Les contributions aux ressources de base (aussi appelées « contributions aux ressources ordinaires », « contributions non préaffectées » ou « contributions non réservées ») correspondent à des ressources dont l'utilisation n'est pas réservée à des fins particulières.

² Les contributions aux ressources diverses (aussi appelées « autres contributions », « contributions affectées » ou « contributions réservées ») correspondent à des ressources dont l'utilisation est réservée à des fins particulières. Les montants indiqués correspondent aux contributions allouées à des fonds d'affectation spéciale. La mise en œuvre des programmes continue de dépendre de la réception effective des ressources.

ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS AUX RESSOURCES DE BASE 2024

Contributions en millions de dollars des États-Unis

Donateur	En dollars ÉU.
Afrique du Sud	38 032,57
Albanie	10 000,00
Algérie	10 000,00
Allemagne	46 434 547,47
Arménie	3 000,00
Australie	6 341 789,03
Autriche	458 378,38
Bangladesh	35 000,00
Belgique	9 803 921,58
Bhoutan	5 925,00
Bosnie-Herzégovine	10 000,00
Bulgarie	32 502,71
Canada	11 040 339,65
Chili	5 000,00
Chine	1 630 000,00
Chypre	15 900,00
Costa Rica	4 861,77
Danemark	32 746 324,50
Égypte	13 123,76
Érythrée	5 000,00
Espagne	5 470 459,50
Estonie	31 479,54
Eswatini	8 122,60

En dollars ÉU.
30 520 964,00
27 964 205,75
643 086,82
20 000,00
9 325,48
500 530,04
23 328,20
50 000,00
4 875 406,29
1 538 639,64
2 651 113,48
12 000 000,00
49 929,58
40 020,00
7 000,00
7 000,00
7 000,00 10 000,00
7 000,00 10 000,00 10 000,00
7 000,00 10 000,00 10 000,00 3 523 186,96
7 000,00 10 000,00 10 000,00 3 523 186,96 1 059,89
7 000,00 10 000,00 10 000,00 3 523 186,96 1 059,89 12 377,95
7 000,00 10 000,00 10 000,00 3 523 186,96 1 059,89 12 377,95 15 000,00

Donateur	En dollars ÉU.
Micronésie	3 000,00
Moldova	6 000,00
Norvège	56 448 062,26
Nouvelle-Zélande	3 680 400,00
Ouganda	1 174,96
Ouzbékistan	10 000,00
Pakistan	498 084,44
Panama	10 000,00
Pays-Bas	37 513 397,60
Pérou	2 013,34
Philippines	28 419,43
Pologne	26 171,16
Portugal	600 921,72
Qatar	999 921,00
République de Corée	926 784,06
République démocratique popu- laire lao	3 000,00
République dominicaine	14 975,00
Roumanie	10 000,00
Royaume-Uni	10 403 120,94
Rwanda	14 975,00
Serbie	5 000,00
Singapour	5 000,00
Slovaquie	5 422,95

Donateur	En dollars ÉU.
Slovénie	22 172,95
Sri Lanka	18 000,00
Suède	45 383 310,74
Suisse	18 181 818,24
Tadjikistan	1 125,81
Tanzanie	5 595,52
Thaïlande	306 746,22
Trinité-et-Tobago	4 991,13
Tunisie	8 052,00
Turkménistan	8 000,00
Viet Nam	60 000,00
Zambie	5 000,00
Zimbabwe	30 000,00
Sous-total	373 897 126,85
Programme de dons individuels	5 305 211,27
Contributions des gouvernements aux coûts des bureaux locaux	275 169,49
Total général	379 477 507,61

PRODUITS ET CHARGES 2024

PRODUITS CHARGES

	En millions de		En millions de
RESSOURCES DE BASE	dollars ÉU.	RESSOURCES DE BASE	dollars ÉU.
Contributions aux ressources de base	231,1	Programmes de pays, interventions mondiales et régionales et autres activités	
À déduire : transfert vers d'autres types de produits au titre du remboursement des		de programme	275,8
charges fiscales	(7,0)	Budget institutionnel	207,7
Autres produits	172,9	Charges relevant du siège	38,7
Total des produits relatifs aux ressources de base	397,0	Total des charges engagées sur les ressources de base	522,2
RESSOURCES DIVERSES		RESSOURCES DIVERSES	
Contributions brutes aux autres ressources	1 341,4	Programmes de pays, interventions	
À déduire : remboursements aux donateurs	(25,8)	mondiales et régionales et autres activités de programme	998,5
À déduire : coûts indirects	(71,8)	Charges relevant du siège	7,3
À déduire : provisions pour contributions recevables douteuses	(24,6)	Total des charges engagées sur les ressources diverses	1 005,8
Autres produits	19,2	MONTANT TOTAL DES CHARGES	1 528,0
Total des produits relatifs aux ressources diverses	1 238,4		
MONTANT TOTAL DES PRODUITS	1 635,4		

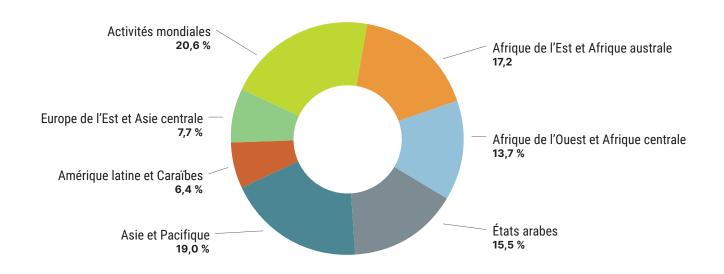
^{*} Tous ces chiffres sont provisoires et doivent faire l'objet d'une vérification externe. En outre, comme ils ont été arrondis, il est possible que leur total ne corresponde pas à la somme des valeurs individuelles.

PROGRAMMES ET BUDGET INSTITUTIONNEL CHARGES PAR RÉGION

En millions de dollars É.-U.

Programmes de pays, interventions mondiales et régionales et autres activités de programme

RÉGION	Ressources de base	Ressources diverses	Budget institutionnel	Total	Pourcentage
Afrique de l'Est et Afrique australe	62,2	171,7	21,0	254,9	17,2 %
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	54,2	125,4	22,8	202,4	13,7 %
États arabes	32,3	183,1	13,8	229,2	15,5 %
Asie et Pacifique	60,5	200,5	20,7	281,7	19,0 %
 Amérique latine et Caraïbes 	29,0	52,5	13,9 %	95,4	6,4 %
Europe de l'Est et Asie centrale	16,9	88,4	8,7	114,0	7,7 %
 Activités mondiales 	20,8	176,9	106,8	304,5	20,6 %
Total	275,8	998,5	207,7	1 482,0	100,0 %





CHARGES AFFÉRENTES AUX PROGRAMMES PAR PAYS

Inclut les ressources de base et diverses



Angola	10,6
Botswana	1,3
Burundi	6,5
Comores	1,3
Congo (République démocratique du)	31,6
Érythrée	1,7
Eswatini	1,9
Éthiopie	39,5
Kenya	17,8
Lesotho	2,1
Madagascar	9,8

Malawi	11,6
Maurice	0,4
Mozambique	19,8
Namibie	2,5
Rwanda	4,9
Afrique du Sud	2,8
Soudan du Sud	22,1
République-Unie de Tanzanie	18,6
Ouganda	14,8
Zambie	5,9
Zimbabwe	11,9

Total des activités par pays/territoire	239,2
Activités régionales	15,7
Total pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	254,9





Bénin	7,4
Burkina Faso	13,5
Cabo Verde	1,1
Cameroun	19,1
République centrafricaine	10,3
Tchad	19,9
Congo	3,4
Côte d'Ivoire	8,3
Guinée équatoriale	1,4
Gabon	1,7
Gambie	3,7
Ghana	5,9

Guinée	10,6
Guinée-Bissau	3,5
Libéria	5,1
Mali	18,0
Mauritanie	3,2
Niger	13,5
Nigéria	19,9
Sao Tomé-et-Principe	1,0
Sénégal	5,7
Sierra Leone	7,7
Togo	3,5

Total des activités par pays/territoire	187,4
Activités régionales	15
Total pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale	202,4





Algérie	0,9
Djibouti	1,9
Égypte	12,2
Iraq	15,5
Jordanie	8,5
Liban	9,7
Libye	4,3
Maroc	3,8

Oman	2,2
Somalie	17,5
État de Palestine	24,8
Soudan	32,3
République arabe syrienne	36,7
Tunisie	1,7
Yémen	49,1

Total des activités par pays/territoire	221
Activités régionales	8,2
Total pour les États arabes	229,2





Afghanistan	94,6
Bangladesh	40,9
Bhoutan	0,7
Cambodge	3,0
Chine	3,6
Inde	10,5
Indonésie	6,3
Iran (République islamique d')	3,2
Corée (République populaire démocratique	2,1
République démocratique populaire lao	4,2
Malaisie	1,5
Maldives	0,7

Mongolie	3,3
Myanmar	14,9
Népal	11,0
Îles du Pacifique (multipays)¹	15,3
Pakistan	21,9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,5
Philippines	6,1
Sri Lanka	6,2
Thaïlande	1,8
Timor-Leste	4,1
Viet Nam	5,7

Total des activités par pays/territoire	268,2
Activités régionales	13,5
Total pour l'Asie et le Pacifique	281,7

¹ Les chiffres relatifs aux îles du Pacifique (multipays) englobent les pays suivants : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.





EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Albanie	1,3
Arménie	1,9
Azerbaïdjan	1,3
Bélarus	1,6
Bosnie-Herzégovine	2,7
Géorgie	2,2
Kazakhstan	1,8
Kosovo ²	1,0
Kirghizistan	2,3

Macédoine du Nord	1,2
Moldova (République de)	16,3
Serbie	1,4
Tadjikistan	1,7
Türkiye	11,6
Turkménistan	1,3
Ukraine	50,8
Ouzbékistan	3,2

Total des activités par pays/territoire	103,7
Activités régionales	10,3
Total pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale	114,0

² Les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.





AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine	1,3
Bolivie (État plurinational de)	4,8
Brésil	5,5
Caraïbes (multipays) ³	6,1
Chili	0,2
Colombie	4,6
Costa Rica	1,1
Cuba	1,1
République dominicaine	1,9
Équateur	4,6
El Salvador	3,8

Guatemala	6,4
Haïti	10,8
Honduras	4,7
Mexique	5,4
Nicaragua	2,1
Panama	1,7
Paraguay	2,6
Pérou	2,9
Uruguay	3,6
Venezuela (République bolivarienne du)	9,2

Total des activités par pays/territoire	84,4
Activités régionales	11,0
Total pour l'Amérique latine et les Caraïbes	95,4

³ Les chiffres relatifs aux Caraïbes (multipays) englobent les pays et territoires suivants : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin (partie néerlandaise), Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, et Trinité-et-Tobago.



© UNFPA République centrafricaine/Karel Prinsloo



© UNFPA Afghanistan



© Save Youth Future Society pour l'UNFPA

États membres

Les États membres des Nations Unies ont fondé l'UNFPA et orientent son action, notamment en définissant les priorités de l'ensemble du système multilatéral. Les États membres fournissent la grande majorité du financement de l'UNFPA, qui a atteint un niveau historique en 2024 grâce à des contributions aux ressources diverses d'un niveau sans précédent et à un apport substantiel aux ressources de base - une modalité de financement essentielle et flexible -, bien que ces dernières aient été moins élevées que les années précédentes. Malheureusement, le début de l'année 2025 a été marqué par une contraction des budgets mondiaux consacrés à l'aide, ce qui devrait entraîner une baisse globale des niveaux de financement.

Organisations internationales

En tant qu'agence des Nations Unies, l'UNFPA collabore étroitement avec d'autres fonds et programmes des Nations Unies afin de renforcer l'action collective et de faire coïncider les mandats en vue d'une mise en œuvre cohérente des politiques et des programmes. Outre les sources de financement traditionnelles, l'UNFPA s'oriente vers une approche alliant mobilisation de fonds et financement, et s'engage à approfondir sa collaboration avec les institutions financières internationales, les banques multilatérales de développement et les initiatives mondiales telles que le Mécanisme de financement mondial. le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Gavi, l'Alliance du Vaccin.

Société civile

La société civile joue un rôle essentiel pour garantir les droits et la liberté de choix de tous et toutes. L'UNFPA considère les organisations de la société civile comme des alliées, des conseillères et des partenaires d'exécution. Souvent en première ligne et confrontées aux réactions hostiles aux droits et à la santé sexuelle et reproductive, elles restent déterminées et efficaces malgré les nombreux défis auxquels elles sont confrontées. L'UNFPA renforce ses partenariats avec les organisations représentant les groupes faisant l'objet de discriminations et d'exclusions. notamment les réseaux communautaires dirigés par des femmes et des jeunes.



© Bosnie-Herzégovine/Imrana Kapetanovic



© UNFPA Mexique



© Bureau régional de l'UNFPA pour l'Asie et le Pacifique

Individus

Les individus sont des partenaires de plus en plus importants pour l'UNFPA. Le Programme de dons individuels permet à des personnes du monde entier de nous soutenir et de démontrer leur engagement en cette période complexe où les droits sexuels et reproductifs sont remis en question. Ces efforts sont essentiels pour maintenir le soutien du grand public. En 2024, les dons individuels versés à l'UNFPA au titre des contributions aux ressources de base et des contributions aux ressources diverses s'élevaient à 8,6 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 109 % par rapport à 2023.

Entreprises partenaires

Les partenariats avec les entreprises ont donné lieu à la création conjointe de programmes particulièrement innovants et durables sur des guestions clés telles que la santé maternelle, la planification familiale et l'élimination de la violence basée sur le genre. Des entreprises telles que Takeda Pharmaceuticals, Organon et Reckitt, entre autres, ont apporté un soutien régulier à ces programmes au fil des ans. En outre, l'UNFPA collabore avec des entreprises pour accroître les investissements en faveur de la santé reproductive des femmes sur le lieu de travail par l'intermédiaire de la Coalition pour la justice reproductive dans les entreprises.

Sociétés philanthropiques/ fondations

Les sociétés philanthropiques et les fondations constituent une source essentielle de leadership mondial dans le domaine de l'aide au développement et de l'aide humanitaire. Ces partenaires élaborent de nouvelles interventions et recherches, produisent des données probantes et définissent des bonnes pratiques, tout en soutenant les efforts de plaidoyer de l'UNFPA en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs à travers le monde. Ils constituent également une source essentielle de financement: en 2024, la Fondation Bill et Melinda Gates était le donateur privé qui contribuait le plus au financement de l'UNFPA.







Assurer les droits et les choix pour toutes et tous